



## CONSEIL

### Cent soixante-quinzième session

Rome, 10-14 juin 2024

### Défis liés à la sécurité alimentaire mondiale et principales causes

### Situation à Gaza en matière de sécurité alimentaire et questions connexes relevant du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

### Impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale et questions connexes relevant du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

#### Résumé

Le présent document porte sur les points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour.

S'appuyant sur des documents préparés pour de précédentes sessions du Conseil de la FAO, il fait le point sur l'état de la sécurité alimentaire au niveau mondial et évalue l'intensité de ses principaux déterminants, notamment les conflits, les phénomènes météorologiques extrêmes et les difficultés économiques. Il passe également en revue les autres défis et menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire mondiale, notamment les risques macroéconomiques, les cours internationaux des produits de base et leur volatilité excessive, les prix des engrais et de l'énergie, ainsi que les perturbations des échanges commerciaux. Le document consacre des sections spécifiques au conflit à Gaza et à la guerre en Ukraine, dont il examine les répercussions sur la sécurité alimentaire à la fois localement et au niveau mondial. La dernière section présente les interventions menées par la FAO en réponse aux défis liés à la sécurité alimentaire mondiale ainsi que l'appui et les activités déployés par l'Organisation à Gaza et en Ukraine.

#### Suite que le Conseil est invité à donner

Le Conseil est invité à prendre note des informations présentées dans le document et à donner les indications qu'il jugera utiles.

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:*

M. Máximo Torero Cullen  
Économiste en chef  
Tél.: +39 06570 50869  
Courriel: [Maximo.ToreroCullen@fao.org](mailto:Maximo.ToreroCullen@fao.org)

## I. Introduction

1. S'appuyant sur les documents du Conseil de la FAO portant les cotes CL 174/4 et CL 172/5, le présent document fait le point sur la situation en matière de sécurité alimentaire dans le monde, en se référant aux dernières informations et évaluations disponibles. Après avoir examiné les déterminants de la sécurité alimentaire mondiale et d'autres défis, le document évalue la situation à Gaza et les répercussions de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale et d'autres questions connexes relevant du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), puis présente les activités d'appui fournies par la FAO à cet égard.

## II. Situation de la sécurité alimentaire dans le monde

### A. Insécurité alimentaire chronique

2. Comme le soulignait le document CL 174/4 du Conseil de la FAO, qui présentait les conclusions de l'édition 2023 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, la faim et l'insécurité alimentaire se maintiennent à des niveaux bien supérieurs à ceux enregistrés avant la pandémie de covid-19, et l'on est loin d'être sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de développement durable (ODD) 2. Plus spécifiquement, la faim – mesurée par la prévalence de la sous-alimentation (indicateur 2.1.1 des ODD) – touchait quelque 9,2 pour cent de la population mondiale en 2022. S'il est resté relativement inchangé par rapport à 2021, ce taux n'en pas moins nettement supérieur aux 7,9 pour cent de 2019. En chiffres absolus, on estime qu'entre 691 et 783 millions de personnes dans le monde ont été confrontées à la faim en 2022. Si l'on considère l'estimation ponctuelle (environ 735 millions), cela représente près de 122 millions de personnes de plus qu'en 2019, année précédant la pandémie mondiale.

3. Pour ce qui est de la situation à l'échelle des régions, le rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* note que dans la plupart des sous-régions d'Asie et d'Amérique latine, des progrès ont été accomplis en matière de réduction de la faim, mais que cette dernière continue d'augmenter en Asie de l'Ouest, dans les Caraïbes et dans toutes les sous-régions d'Afrique. La proportion de la population qui souffrait de la faim en Afrique en 2022 avoisinait 20 pour cent, pourcentage beaucoup plus élevé que dans les autres régions du monde: en Asie, le taux de prévalence de la sous-alimentation s'établissait à 8,5 pour cent, dans la région Amérique latine et Caraïbes, à 6,5 pour cent, et en Océanie, à 7,0 pour cent.

4. D'après les projections, près de 600 millions de personnes seront en situation de sous-alimentation chronique en 2030. Dans un scénario sans covid-19 ni guerre en Ukraine, ce chiffre serait inférieur de 119 millions – et de 23 millions environ dans un scénario où seule la guerre en Ukraine est écartée.

5. S'agissant de la prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave (indicateur 2.1.2 des ODD), le rapport indique qu'environ 29,6 pour cent de la population mondiale, soit 2,4 milliards de personnes, ont connu une insécurité alimentaire modérée ou grave en 2022. Il ressort d'une comparaison de l'insécurité alimentaire des populations rurales, périurbaines et urbaines que l'insécurité alimentaire mondiale, aux deux niveaux de gravité, est plus faible dans les zones urbaines. Les analyses ont en outre montré que l'insécurité alimentaire touche davantage les femmes que les hommes dans toutes les régions du monde.

6. Le prochain rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, qui sera publié en juillet 2024, donnera des estimations actualisées de la faim chronique et de l'insécurité alimentaire dans le monde, qui couvriront la période allant jusqu'en 2023.

## B. Insécurité alimentaire aiguë

7. D'après l'édition 2024 du *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, publié le 24 avril 2024, environ 281,6 millions de personnes, soit 21,5 pour cent de la population analysée, ont subi des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans 59 pays/territoires touchés par des crises alimentaires en 2023<sup>1</sup>.

8. La part de la population analysée confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë en 2023 est légèrement inférieure aux 22,7 pour cent enregistrés en 2022. Cependant, le nombre de personnes dans cette situation a augmenté de 24 millions depuis 2022, et cela fait cinq années consécutives que la tendance est à la hausse. Cette hausse observée au fil des années s'explique principalement par l'augmentation du nombre de pays couverts ainsi que par le fait que les détériorations enregistrées dans certains pays/territoires l'emportent sur les progrès accomplis dans d'autres.

9. Cependant, la prévalence de l'insécurité alimentaire aiguë reste désespérément élevée depuis quatre années consécutives, oscillant entre 21 et 23 pour cent, malgré des niveaux records de financements humanitaires. Trente-six pays et territoires figurent dans les éditions du *Rapport mondial sur les crises alimentaires* des huit dernières années, ce qui montre combien il est difficile de sortir d'une situation d'insécurité alimentaire aiguë une fois qu'elle s'est installée. Dix-neuf de ces pays sont considérés comme étant à la fois en situation de crise alimentaire prolongée et en situation de crise alimentaire majeure.

10. Le Soudan est le pays qui a connu la plus forte détérioration en raison des effets dévastateurs du conflit qui a éclaté en avril 2023. Le nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë y a augmenté de 8,6 millions, ce qui porte le total à 20,3 millions de personnes.

11. L'escalade du conflit et des hostilités dans la bande de Gaza depuis octobre 2023 a engendré la crise alimentaire la plus grave de toute l'histoire du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et du Rapport mondial sur les crises alimentaires: on estime en effet que 100 pour cent de la population (2,2 millions de personnes) étaient en proie à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, dont 26 pour cent en situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC) entre décembre 2023 et février 2024. Une analyse de l'IPC publiée en mars 2024 mettait en garde contre une nouvelle détérioration dévastatrice, avec notamment une famine imminente entre mars et mai 2024. Une analyse de l'IPC effectuée en mars 2024 projetait qu'une famine surviendrait entre la mi-mars et mai 2024 dans les gouvernorats de Gaza et de Gaza-Nord et que le reste de la bande de Gaza serait confronté à un risque de famine jusqu'en juillet 2024. Les projections indiquaient que la moitié de la population (plus de 1,1 million de personnes) serait confrontée à une catastrophe (phase 5 de l'IPC), la proportion allant jusqu'à 70 pour cent dans les gouvernorats du nord.

---

<sup>1</sup> Réseau d'information sur la sécurité alimentaire et Réseau mondial contre les crises alimentaires. Rapport mondial sur les crises alimentaires 2024. Rome. [www.fsinplatform.org/grfc2024](http://www.fsinplatform.org/grfc2024).

Les «niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë» s'appliquent aux populations en situation de crise ou pire (phase 3 ou au-delà) selon la classification du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC)/Cadre harmonisé (CH), ou aux catégories d'insécurité alimentaire aiguë modérée et grave de l'approche uniformisée de communication des indicateurs de la sécurité alimentaire (CARI) élaborée par le Programme alimentaire mondial, tandis que le nombre de personnes dans le besoin calculé aux fins de l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) et des plans de réponse humanitaire (HRP) pour la sécurité alimentaire est une approximation de la phase 3 ou supérieure de l'IPC/CH. Il s'agit de populations confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë qui ont besoin d'une aide urgente.

12. Plus de 705 000 personnes dans cinq pays étaient en situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC/CH) en 2023 – soit le nombre le plus élevé jamais relevé dans les rapports mondiaux sur les crises alimentaires, qui représente presque le double du nombre atteint en 2022. Elles étaient 577 000 dans ce cas dans la bande de Gaza, 43 000 au Soudan du Sud, 42 700 au Burkina Faso, 40 400 en Somalie et 2 500 au Mali. Lors de cette phase d'insécurité alimentaire aiguë, les personnes sont confrontées à une pénurie extrême de nourriture et à l'épuisement de leurs stratégies d'adaptation, avec pour conséquences l'inanition, la malnutrition aiguë et la mort.

13. En 2023, plus de 36 millions de personnes réparties dans 39 pays ont souffert d'insécurité alimentaire aiguë à un niveau d'urgence (phase 4 de l'IPC/CH). Plus d'un tiers d'entre elles se trouvaient dans deux pays seulement, l'Afghanistan et le Soudan.

### III. Causes de l'insécurité alimentaire et défis associés

#### A. Causes de l'insécurité alimentaire dans le monde

14. Le document CL 174/4 du Conseil de la FAO examinait les principaux facteurs qui sous-tendent l'augmentation tendancielle de l'insécurité alimentaire mondiale. Les principaux facteurs externes aux systèmes agroalimentaires demeurent les conflits, la variabilité et les extrêmes climatiques et les difficultés économiques. À cela s'ajoutent la pauvreté et les inégalités, qui constituent des causes structurelles de l'insécurité alimentaire, et l'inaccessibilité économique d'une alimentation saine, qui est un facteur interne aux systèmes agroalimentaires. Les causes de l'insécurité alimentaire semblent s'intensifier et se manifester de plus en plus fréquemment et ont tendance à se renforcer mutuellement.

15. Elles sont responsables non seulement de faim chronique, mais aussi d'une intensification de l'insécurité alimentaire aiguë. Selon la dernière édition du Rapport mondial sur les crises alimentaires, en 2023, **les conflits et l'insécurité** ont été la principale cause d'insécurité alimentaire aiguë dans 20 des 59 pays/territoires en situation de crise alimentaire, où, d'après les estimations, près de 135 millions de personnes souffraient de niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Le fait est que l'impact des conflits sur l'insécurité alimentaire aiguë s'est intensifié depuis 2022, année durant laquelle 117 millions de personnes ont fait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans 19 pays/territoires où les conflits et l'insécurité constituaient le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë.

16. Parallèlement, les **chocs liés au climat** ont été la cause principale dans 18 pays, où près de 72 millions de personnes étaient en butte à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. La situation à cet égard s'est donc aggravée puisqu'en 2022, on estimait que 56,8 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans 12 pays avaient besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Les **chocs économiques** ont été la cause numéro un dans 21 pays, où 75,2 millions de personnes ont fait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë; ces nombres marquent une amélioration par rapport à 2022 (83,9 millions de personnes dans 27 pays) mais restent plus de deux fois supérieurs aux niveaux de 2019, année qui a précédé une hausse importante des prix alimentaires intérieurs provoquée par le covid-19.

#### B. Autres défis et menaces pesant sur la sécurité alimentaire mondiale

##### Risques macroéconomiques

17. Le Fonds monétaire international (FMI) a publié une version actualisée de ses *Perspectives de l'économie mondiale* en avril 2024<sup>2</sup>. Le rapport souligne que l'économie mondiale a fait preuve de résilience en dépit des relèvements considérables de taux d'intérêt opérés par les banques centrales pour rétablir la stabilité des prix. L'activité mondiale devrait se redresser à un rythme régulier mais lent, avec des différences entre les régions. Plus spécifiquement, la croissance mondiale, qui s'est établie à 3,2 pour cent en 2023, devrait maintenir le même rythme en 2024 et 2025. La croissance des économies avancées devrait s'établir à 1,7 pour cent en 2024 et 1,8 pour cent en 2025, contre 1,6 pour cent en 2023, tandis que celle des économies émergentes devrait s'infléchir, passant de 4,3 pour cent

<sup>2</sup> <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2024/04/16/world-economic-outlook-april-2024>.

en 2023 à 4,2 pour cent en 2024 et 2025. Selon les prévisions du FMI, la croissance économique mondiale à l'horizon de cinq ans s'établirait à 3,1 pour cent, le niveau le plus faible enregistré depuis plusieurs dizaines d'années.

18. Si le rapport endettement/PIB (produit intérieur brut) a diminué en 2023 pour la troisième année consécutive, le rythme de ce déclin s'est ralenti par rapport aux années précédentes en raison du fléchissement de la croissance et de l'inflation. Cette baisse est largement imputable aux économies avancées; sur les marchés émergents, en revanche, le rapport endettement/PIB a augmenté et atteint de nouveaux sommets en 2023. La fragmentation géoéconomique, les conflits géopolitiques et la montée du protectionnisme commercial pourraient exacerber la vulnérabilité à l'endettement.

19. Les mesures de politique publique qui faussent les échanges, telles que les restrictions à l'exportation, se sont révélées largement inefficaces et peuvent porter atteinte à la sécurité alimentaire des partenaires commerciaux. Si seul un nombre limité de pays a eu recours à de telles mesures pendant la pandémie de covid-19, l'impact de la guerre en Ukraine sur les marchés alimentaires et agricoles et les inquiétudes quant aux effets des conditions météorologiques sur la production ont entraîné un recours accru aux restrictions à l'exportation en comparaison de ce qui s'était produit lors de la crise mondiale des prix des denrées alimentaires de 2007/08<sup>3</sup>. Compte tenu de la détérioration de la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire, il est essentiel que les pays s'abstiennent de rétablir de telles mesures, qui peuvent exacerber l'incertitude et la volatilité des marchés mondiaux et aggraver l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

#### Prix internationaux des produits alimentaires et volatilité excessive des prix

20. Les prix internationaux des produits alimentaires ont atteint des niveaux record en mars 2022, suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. Depuis lors, ils se sont globalement orientés à la baisse, même si la situation est très variable d'un produit à un autre. L'année 2023 a été marquée dans l'ensemble par une baisse générale des prix internationaux des produits alimentaires, à l'exception des prix du riz et du sucre. De manière générale, cette baisse tendancielle s'explique par l'abondance des disponibilités exportables et l'atonie de la demande mondiale d'importations. Les prix internationaux du riz ont augmenté de 21 pour cent en 2023 en raison des inquiétudes suscitées par l'impact d'El Niño sur la production et les restrictions à l'exportation, ainsi que de la persistance d'une forte demande, tandis que les prix mondiaux du sucre ont augmenté de 27 pour cent par rapport à 2022, sur fond d'inquiétudes quant à un resserrement des disponibilités mondiales.

21. En mars 2024, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est inscrit en légère hausse par rapport au mois précédent, après sept mois de baisse continue; il est néanmoins resté inférieur de près de 10 pour cent à sa valeur de l'année dernière au même mois, et de 26,2 pour cent par rapport au pic de mars 2022. Les indices des prix de tous les groupes de produits ont baissé en mars 2024 par rapport à l'année dernière au même mois, sauf l'indice des prix du sucre qui a augmenté de 4,8 pour cent en glissement annuel.

22. Les marchés mondiaux des produits alimentaires sont restés relativement calmes à ce stade de l'année 2024. Cependant, ils restent sujets à divers risques et incertitudes, parmi lesquels les conditions météorologiques défavorables, les conflits et la montée des tensions géopolitiques qui peuvent avoir des répercussions sur la production et perturber les échanges, les modifications soudaines des politiques commerciales qui peuvent accroître l'incertitude, et la volatilité des prix. Les conditions économiques générales peuvent également avoir des retombées sur les marchés et les prix alimentaires mondiaux.

23. Par exemple, la sécheresse liée à El Niño a causé des dommages considérables et entraîné le flétrissement des cultures, en particulier celles de maïs blanc en Afrique australe, de sorte que les récoltes de 2024 devraient être inférieures à leur niveau moyen. Par conséquent, les besoins d'importation devraient fortement augmenter, et des sources d'approvisionnement extérieures à l'Afrique australe devront probablement être sollicitées. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë devrait augmenter en 2024/25.

---

<sup>3</sup> <https://www.foodsecurityportal.org/tools/COVID-19-food-trade-policy-tracker>.

24. Il convient en particulier de noter l'augmentation rapide des prix internationaux du cacao, du café et de l'huile, qui s'explique par les difficultés pesant sur l'offre et la persistance d'une forte demande mondiale. Ces trois produits partagent des caractéristiques communes: ils proviennent d'arbres pérennes, n'ont pas de substituts, et leur production est relativement concentrée dans un petit nombre de pays.

#### Prix des engrais et de l'énergie

25. En raison de la hausse des prix de l'énergie et du gaz naturel intervenue avant et immédiatement après le déclenchement de la guerre en Ukraine, les prix mondiaux de l'urée, du nitrate d'ammonium et d'autres engrais azotés atteignaient, fin février 2022, des niveaux quatre fois plus élevés que leurs moyennes pluriannuelles respectives. Les prix de l'urée, un engrais azoté très utilisé, se sont hissés à presque 1000 USD par tonne en avril 2022, soit près de quatre fois la moyenne enregistrée en 2020. Bien que les prix internationaux aient considérablement baissé depuis lors, s'établissant à environ 350 USD/tonne au premier trimestre 2024, ils restent dans bien des cas supérieurs à leurs niveaux historiques. De plus, dans de nombreux pays, l'accès des agriculteurs aux engrais reste problématique en raison de problèmes logistiques et infrastructurels, ainsi que du caractère inabordable de ces produits.

26. L'évolution de la situation des marchés de l'énergie met en évidence les interactions qui s'opèrent entre l'offre, la demande et les facteurs géopolitiques. En avril 2024, les marchés mondiaux du gaz naturel demeuraient correctement approvisionnés, les stocks se maintenant à des niveaux généralement élevés du fait de la faible demande enregistrée pendant l'hiver dans l'hémisphère nord. Toutefois, d'éventuelles perturbations sur les chaînes d'approvisionnement en engrais pourraient pousser les prix à la hausse.

27. Fin avril, les prix du pétrole brut se situaient dans une fourchette de 83 à 90 USD le baril. Néanmoins, la montée des tensions géopolitiques, conjuguée à la prolongation des baisses de production de l'OPEP+ jusqu'en juin 2024, pourraient exercer des pressions à la hausse sur les prix, ce qui est susceptible d'avoir de sérieuses conséquences sur les activités économiques, notamment la production et le commerce agricoles.

#### Les perturbations logistiques entraînent des perturbations des échanges commerciaux

28. Plus de 80 pour cent du commerce mondial de céréales et de graines oléagineuses s'effectue par voie maritime. Même si, au mois d'avril, les marchés mondiaux des produits alimentaires de base restaient relativement calmes, du moins en comparaison du passé récent, les restrictions dues au faible niveau d'eau du canal de Panama et les perturbations dans la mer Rouge ont modifié le paysage commercial. Les restrictions et les perturbations pesant sur le transport maritime se traduisent par un allongement des distances parcourues par les marchandises, une augmentation des coûts commerciaux et des primes d'assurance, une hausse des émissions de gaz à effet de serre et une probabilité accrue d'attaques de pirates sur certaines parties des itinéraires de remplacement.

29. Les faibles niveaux d'eau, imputables à l'extrême sécheresse et exacerbés par le phénomène El Niño, ont limité la taille et le nombre de navires pouvant franchir les écluses du canal de Panama. Les restrictions ont été introduites pour la première fois en juillet 2023, et en janvier 2024, elles touchaient près de 40 pour cent des volumes en comparaison de l'année précédente, entraînant des temps d'attente prolongés et des déviations du trafic. La situation a commencé à rentrer dans l'ordre depuis lors, et l'on estime que jusqu'à 32 navires seront autorisés à transiter par le canal de Panama chaque jour à partir de juin 2024, contre 35 à 38 navires en temps normal.

30. La mer Rouge est un lieu de passage important pour les exportations de céréales et de graines oléagineuses de l'Union européenne, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine vers l'Asie et l'Afrique de l'est. De même, elle assure le transit du riz et d'autres produits de l'Asie vers l'ouest. Le commerce des engrais, y compris les exportations de potasse de la Fédération de Russie vers l'Asie, transite également par la mer Rouge. Face à la vague d'attaques, plusieurs compagnies maritimes ont détourné leur flotte vers le cap de Bonne-Espérance. Selon les estimations de certains rapports, le déroutement des navires de vrac qui transportent les céréales d'Europe vers l'Asie allongerait la durée du trajet de 10 à 15 jours et majorerait les coûts de fret d'environ 10 USD/tonne.

31. Même si l'augmentation des frais de transport peut être partiellement absorbée par les exportateurs, elle est également répercutée sur les agriculteurs. La baisse des prix à la production pourrait à son tour influencer sur les décisions de production au cours des prochaines périodes de semis.

#### **IV. Le conflit à Gaza et ses répercussions sur la sécurité alimentaire**

##### ***A. Situation en matière de sécurité alimentaire à Gaza***

32. L'escalade du conflit et des hostilités dans la bande de Gaza depuis le début du mois d'octobre 2023 a provoqué une crise humanitaire de grande ampleur, caractérisée par des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë, comme l'indique le rapport de l'IPC publié le 18 mars 2024.

33. Le blocus imposé sur la bande de Gaza, les destructions infligées aux infrastructures liées aux systèmes alimentaires, sanitaires et d'approvisionnement en eau par les bombardements massifs et les opérations terrestres menées par les forces militaires israéliennes au cours des derniers mois, ainsi que les restrictions sur l'acheminement de l'aide d'urgence, ont entraîné une insécurité alimentaire généralisée et une pénurie de produits alimentaires.

34. On estime qu'au 20 janvier 2024, 1,7 million de personnes, soit plus de 80 pour cent de la population, avaient été déplacées à l'intérieur du territoire (UNRWA, février 2024) en raison de la poursuite des opérations, de la destruction des abris, des ordres d'évacuation de l'armée israélienne et du manque d'accès à la nourriture, aux services de base et à l'aide humanitaire. Nombre de ces personnes ont été déplacées à plusieurs reprises dans leur quête d'un lieu sûr.

35. Le rapport de l'IPC indique que depuis le 7 octobre, plus de 40 pour cent des terres agricoles ont été endommagées, dont 41 pour cent des terres irriguées, 43 pour cent des vergers et 42 pour cent des terres pluviales. Au manque d'accès à la terre et aux destructions des cultures s'ajoute le manque d'intrants agricoles essentiels (carburant, semences, engrais, pesticides). Environ 70 pour cent du bétail ont été perdus, et les activités de pêche sont pratiquement à l'arrêt en raison des dégâts subis par les bateaux, du manque de carburant et de l'absence d'accès sécurisé.

36. L'accès physique et économique à la nourriture est gravement compromis. Les marchés formels se sont effondrés et la majeure partie des transactions sur les produits alimentaires et non alimentaires s'opèrent de façon informelle. Les prix des produits alimentaires essentiels (sel, farine, produits de base, pommes de terre) se sont envolés. Les flux d'aide humanitaire ont été fortement perturbés et répartis de façon inégale entre les régions et entre les populations vulnérables au sein des régions.

37. Comme l'indique le dernier rapport de l'IPC, 84 pour cent des ménages souffraient d'une faim très sévère dans le nord, 57 pour cent à Deir al-Balah et Khan Younès, et 56 pour cent à Rafah. Presque tous les ménages de la bande de Gaza ont adopté des stratégies d'adaptation extrêmes; ainsi, pratiquement tous sautent des repas tous les jours, et les adultes réduisent leurs rations pour que les enfants puissent manger. Dans près de deux tiers des ménages dans le nord et un tiers dans le sud, des personnes ont dû passer des journées et des nuits entières sans manger à 10 reprises au moins au cours des 30 derniers jours.

38. La consommation alimentaire dans la bande de Gaza est fortement concentrée sur un ou deux groupes d'aliments (huile, céréales et tubercules). La consommation d'aliments riches en protéines, comme la viande et les produits laitiers, ainsi que de fruits et de légumes, est négligeable. Entre un tiers et la moitié des ménages gazaouis déclarent connaître des personnes qui ont été obligées de consommer des aliments sauvages ou crus non comestibles (aliments pour animaux, semences, carcasses) pour combattre la faim. Compte tenu des restrictions sur les importations de gaz de cuisson, trois ménages sur quatre à Gaza utilisent du bois de chauffage, des résidus de bois et des déchets d'origine animale et humaine comme combustibles pour cuire les aliments.



39. Des déficits de consommation alimentaire extrêmes et prolongés augmentent considérablement les risques nutritionnels, en particulier parmi les groupes vulnérables tels que les enfants, les femmes enceintes et allaitantes et les personnes âgées. Cette situation a entraîné une hausse de l'incidence de la diarrhée, des infections respiratoires aiguës et d'autres maladies infectieuses telles que l'hépatite A, qui sont fortement susceptibles de se propager en raison de la surpopulation et du manque d'accès à des installations d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH) adéquates<sup>4</sup>. L'Étude sur la vulnérabilité nutritionnelle que vient de réaliser le Groupe Nutrition du Comité permanent interorganisations révèle que 81 pour cent des ménages n'ont pas accès à une eau sûre et propre, la population ayant accès en moyenne à moins d'un litre d'eau par personne et par jour (alors que la norme minimale est de 15 litres par personne).

40. La situation est tout aussi désastreuse en ce qui concerne les installations sanitaires de base. Au 21 février, 13 pour cent de l'ensemble des installations d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées avaient été détruites, plus de 56 pour cent avaient été soit détruites soit endommagées, et 11 pour cent supplémentaires avaient probablement subi des dommages. La contamination des sols, des sources d'eau souterraines et des cultures par les résidus et produits chimiques provenant d'engins explosifs aggrave les effets de l'insuffisance des apports alimentaires, de la surpopulation et de l'effondrement des services publics, et cette conjonction de facteurs accroît le risque d'éclosions de maladies infectieuses mortelles et de surmortalité.

41. Compte tenu de la situation d'insécurité alimentaire catastrophique dans la bande de Gaza et de l'importance cruciale de la paix pour la sécurité alimentaire, la FAO soutient l'appel à un cessez-le-feu immédiat, afin de pouvoir fournir en urgence une aide humanitaire essentielle à grande échelle et soulager la souffrance humaine.

### ***B. Aggravation des risques et répercussions mondiales***

42. Comme indiqué précédemment, la montée des tensions autour de la mer Rouge pourrait avoir d'amples répercussions économiques aux niveaux régional et mondial. Les perturbations du transport maritime en mer Rouge – en particulier si d'autres points d'étranglement apparaissent ailleurs – pourraient contrarier le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales et les disponibilités alimentaires sur les marchés mondiaux, avec pour conséquence éventuelle une hausse des prix internationaux.

43. Même s'ils restent pour l'instant relativement contenus, les risques géopolitiques actuels pourraient faire grimper les prix de l'énergie. Par exemple, après le début de la guerre en Ukraine, certains pays ont décidé de diversifier leurs sources d'énergie et se sont tournés vers l'Égypte, achetant à ce pays des volumes restreints mais non négligeables de gaz naturel, qui transitent par Israël. D'autres sont tributaires des méthaniers de gaz naturel liquéfié (GNL) sur-refroidi qui transitent par la mer Rouge. L'option consistant à dérouter le GNL vers le cap de Bonne-Espérance est plus coûteuse que le transport sans refroidissement et, dans certains cas, peut déboucher sur une annulation. En outre, les pays de la région ont été confrontés à des perturbations du transport maritime, qui ont particulièrement touché le transport d'animaux vivants et de denrées périssables. Des perturbations plus générales du commerce et une augmentation des prix de l'énergie pourraient avoir des retombées sur les performances et la stabilité de l'économie mondiale.

---

<sup>4</sup> Approvisionnement en eau, assainissement et hygiène (EAH), référence: [https://www.who.int/health-topics/water-sanitation-and-hygiene-wash#tab=tab\\_1](https://www.who.int/health-topics/water-sanitation-and-hygiene-wash#tab=tab_1).

## V. Impact de la guerre en Ukraine sur la sécurité alimentaire mondiale et questions connexes

### A. Conséquences mondiales de la guerre en Ukraine

44. Suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, fin février 2022, et des bouleversements des marchés et du commerce mondiaux qui ont en immédiatement résulté sous l'effet des perturbations de la logistique du commerce et des itinéraires de transport, un certain nombre de scénarios se sont dégagés concernant les répercussions potentielles du conflit dans le monde, compte tenu de l'importance de l'Ukraine et de la Fédération de Russie sur les marchés agroalimentaires mondiaux. Les deux pays figurent parmi les principaux producteurs de produits agricoles dans le monde et jouent un rôle de premier plan dans l'approvisionnement des marchés mondiaux de denrées alimentaires et d'engrais, où les disponibilités à l'exportation sont souvent fortement concentrées. Ce sont des exportateurs essentiels d'aliments de base pour beaucoup de pays qui sont fortement tributaires des importations de denrées alimentaires et d'engrais, notamment de nombreux pays les moins avancés (PMA) et pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).

45. La guerre menace les marchés et le commerce des produits alimentaires et agricoles à de multiples égards, en faisant peser des risques sur les échanges et la logistique, les prix, la production et l'énergie. Ces risques ont été particulièrement vifs en 2022, mais se sont progressivement et partiellement dissipés à mesure que l'économie mondiale s'adaptait et absorbait certaines des conséquences de la guerre.

46. Lorsque la guerre a éclaté en février 2022, l'Ukraine et la Fédération de Russie étaient au milieu de la campagne de commercialisation 2021-2022. Le conflit a donc eu des effets immédiats sur la capacité des deux pays d'honorer les contrats d'exportation existants et d'en conclure de nouveaux pour les cultures déjà récoltées. Cela a surtout été le cas pour l'Ukraine, où la guerre a entraîné l'arrêt de toutes les expéditions commerciales, la suspension temporaire des activités des producteurs de céréales et des usines de broyage du secteur privé, des dommages aux infrastructures de transport intérieur et aux installations de stockage et de traitement, ainsi que l'introduction de licences obligatoires ou d'interdictions pures et simples sur les exportations de certains produits.

47. La perte de la capacité d'expédition maritime de l'Ukraine, qui assure près de 90 pour cent des ventes à l'étranger, a été particulièrement préjudiciable de par ses effets sur les marchés et les prix mondiaux. Les mesures mises en œuvre pour stimuler les exportations de produits alimentaires par d'autres moyens, comme les transports ferroviaires et routiers, ont eu une certaine efficacité mais la capacité d'exportation a été sérieusement limitée par les dégâts subis par les infrastructures ainsi que par le manque de wagons et l'incompatibilité des rails aux frontières avec les pays voisins.

48. Une autre conséquence de la guerre a été l'augmentation des restrictions aux exportations de produits alimentaires et d'engrais imposées par les pays tiers. Ces restrictions ont été plus étendues que celles appliquées lors de la crise mondiale des prix des denrées alimentaires de 2007/08, accentuant la hausse des prix des produits alimentaires et des produits agricoles. Les restrictions commerciales consécutives à la guerre ont affecté près d'un cinquième du total des calories échangées dans le monde, aggravant encore la crise. Les restrictions à l'exportation empêchent les échanges commerciaux qui sont nécessaires pour amener les denrées alimentaires essentielles et les engrais là où ils sont le plus nécessaires.

### B. Situation en Ukraine

49. Depuis février 2022, l'impact de la guerre et les perturbations que celle-ci a occasionnées dans les activités économiques et la production ont été particulièrement éprouvants pour le secteur agricole ukrainien, qui a essuyé 10 milliards d'USD de dommages et 70 milliards d'USD de pertes selon les estimations (RDNA3, février 2024).

50. Les silos à grains, les systèmes d'irrigation, les exploitations et les machines agricoles ont été perdus, endommagés ou détruits, ce qui a ajouté aux difficultés liées aux chaînes d'approvisionnement et à la logistique d'exportation (notamment l'absence d'accès à la mer durant les premiers mois de la guerre et les retards fréquents dans la prise en charge des navires) et alourdi les coûts de production.

51. Les dommages et les pertes subis par le secteur agricole ukrainien ont modifié la nature et l'ampleur des activités agricoles du pays. La superficie ensemencée totale a diminué en 2023, 7 pour cent de l'ensemble des terres agricoles ukrainiennes – principalement le long des lignes de front – étant abandonnées. Ces terres désormais en jachère se trouvent essentiellement dans les oblasts du sud et de l'est, où était récoltée et produite la majeure partie des deux principales cultures d'exportation de l'Ukraine, le blé et les graines de tournesol. Ces terres auraient pu produire du blé et des graines oléagineuses d'une valeur de 2 milliards d'USD en 2023 (NASA Harvest, décembre 2023). Ce sont les oblasts situés sur la ligne de front (Kharkiv, Kherson et Zaporijjia) qui ont subi les plus lourdes pertes. L'oblast de Vinnytsia, dans le centre du pays, a également essuyé des pertes importantes sans être directement touché par les combats au sol (RDNA3, février 2024). La poursuite de la guerre pourrait grandement assombrir les perspectives de production agricole de l'Ukraine dans les années à venir et compromettre sa capacité à satisfaire la demande intérieure et la demande d'exportations (ONU, novembre 2023).

52. Cette situation est particulièrement préoccupante pour le blé: en effet, si, dans les oblasts occupés, les agriculteurs ont principalement semé des cultures d'hiver, surtout du blé, dans les zones contrôlées par le gouvernement, ils se sont orientés vers les graines de tournesol et le colza, qui requièrent moins d'intrants et, par conséquent, présentent des coûts de production inférieurs à ceux du blé ou d'autres céréales (NASA Harvest, décembre 2023).

### ***C. Situation dans les pays voisins***

53. En mai 2022, l'Union européenne a mis en place des «corridors de solidarité» pour permettre à l'Ukraine d'exporter des céréales et d'autres produits alimentaires et d'importer les marchandises dont elle a besoin, notamment des intrants agricoles. Si elle a facilité les exportations de céréales et de graines oléagineuses ukrainiennes, entre autres, cette mesure s'est accompagnée de difficultés dans les pays voisins (Pologne, Slovaquie, Hongrie et Roumanie).

54. Faute d'infrastructures de stockage et de transport suffisantes, certains produits se sont accumulés dans ces pays au lieu d'être réexportés, ce qui a fait baisser les prix intérieurs et provoqué le mécontentement des agriculteurs en 2023. Face à cela, la décision a été prise d'imposer des interdictions temporaires sur les importations, tout en maintenant les itinéraires d'exportation. Même si la grogne n'a pas été entièrement dissipée, en avril 2024, la majeure partie des exportations empruntait le corridor maritime au départ des ports ukrainiens de la mer Noire, réduisant les pressions sur les pays voisins.

## **VI. Interventions et appui de la FAO**

### ***A. Interventions de la FAO au niveau mondial***

55. Compte tenu de la multiplication des risques et des défis au niveau mondial, il est essentiel d'assurer la transparence des marchés pour étayer la prise de décisions et réduire l'incertitude des marchés. À travers ses activités habituelles et les rapports et notes d'information qu'elle publie régulièrement, la FAO a continué à fournir des données et des informations actualisées et objectives sur l'évolution et les perspectives des marchés, des alertes rapides de portées nationale et régionale, ainsi que des estimations des impacts sur l'insécurité alimentaire mondiale.

56. Il importe en outre d'instaurer un dialogue et une coordination au niveau mondial en matière de politiques pour éviter que celles-ci n'entraînent des distorsions et, ce faisant, réduire autant que possible les perturbations des marchés et des échanges commerciaux et veiller au bon fonctionnement des marchés internationaux et des chaînes d'approvisionnement. Le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) du G20, dont le secrétariat interinstitutions est hébergé par la FAO, a contribué à renforcer la transparence des marchés grâce à ses activités et outils de suivi des marchés, mis en œuvre à un rythme régulier et en temps utile, tandis que son Forum pour une intervention rapide offre une plateforme unique de dialogue sur les politiques et de coordination des interventions pour les membres participants du G20.

57. Outre son rôle de chef de file dans la fourniture de services d'intelligence sur les marchés et de biens publics mondiaux à même d'éclairer la prise de décisions, la FAO est également aux avant-postes des efforts visant à préciser les contours des approches de gestion de la crise alimentaire mondiale au sein d'un large éventail de dispositifs de gouvernance mondiale, y compris le Groupe des vingt (G20), le Groupe des sept (G7), le Module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire, le Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture et le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière établi par le Secrétaire général de l'ONU en 2022 en réaction à la crise mondiale.

58. En ce qui concerne le G20, présidé en 2024 par le Brésil, la FAO a appuyé sans réserve la proposition de création d'une Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté afin d'intensifier et accélérer les efforts consentis pour éradiquer la pauvreté et la faim (ODD 1 et 2) et, en parallèle, réduire les inégalités (ODD 10), défendre des transitions justes et contribuer à la réalisation des autres ODD. Concernant le processus du G7 présidé par l'Italie, la FAO a étroitement collaboré avec le groupe de travail sur la sécurité alimentaire, notamment dans le cadre de ses travaux sur la mise en place du Mécanisme de financement en cas de crises alimentaires dues à des chocs (Financing for Shock-Driven Food Crisis Facility, FSFC). Le FSFC est une initiative mondiale consacrée au financement d'interventions rapides en prévision de crises alimentaires graves, dont l'objectif explicite est d'éviter l'escalade de ces crises de façon à sauver des vies et à économiser les ressources des donateurs. L'instrument escompte atteindre cet objectif en mettant à profit le capital-risque et les connaissances des marchés mondiaux de l'assurance et en s'appuyant sur l'expérience acquise par la FAO et la communauté humanitaire en matière de mise en œuvre d'interventions anticipées.

59. Les activités de la FAO ne s'arrêtent pas aux interventions immédiates de lutte contre la crise actuelle de la sécurité alimentaire mondiale. L'Organisation s'attache prioritairement à fournir un appui technique et stratégique à ses membres, ceux-ci devant d'urgence transformer leurs systèmes agroalimentaires pour les rendre plus efficaces, inclusifs, résilients et durables. Elle mène à ce titre des efforts et des actions à moyenne et longue échéance, qui concordent pleinement avec son Cadre stratégique 2022-2031. L'appui fourni par la FAO à ses membres couvre l'ensemble des domaines de compétence de l'Organisation, y compris la pêche et les forêts.

60. La page web spécialement créée [Réponse de la FAO face aux défis mondiaux liés à la sécurité alimentaire](#) donne des informations complètes sur ces activités, y compris sur les situations à Gaza et en Ukraine ainsi que sur d'autres crises en cours.

### ***B. Appui et activités de la FAO à Gaza***

61. Dans le cadre de l'Appel éclair pour le Territoire palestinien occupé, la FAO entend répondre aux besoins immédiats des agriculteurs et des éleveurs vulnérables de la bande de Gaza et de la Cisjordanie; le financement total demandé, destiné à venir en aide à 70 660 personnes, est de 40 millions d'USD. Le plan immédiat de la FAO consiste à fournir du fourrage d'orge, des réservoirs d'eau, des abris pour animaux, des kits vétérinaires et d'autres intrants aux éleveurs de petits ruminants, de bovins et de volailles. Ces intrants devraient être achetés puis acheminés vers les points de distribution/entrepôts, sous réserve que le COGAT (Coordinateur des activités gouvernementales dans les territoires - Israël) autorise l'entrée des marchandises à Gaza.

62. La FAO prévoit de distribuer 1 500 tonnes de fourrage aux éleveurs de Gaza. Cette quantité est jugée suffisante pour fournir à tous les enfants de moins de 10 ans de Gaza une quantité de lait permettant de couvrir 20 pour cent des apports caloriques journaliers minimaux recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Dans le même temps, les distributions de fourrage contribueront à prévenir la mort par inanition des petits ruminants. Au 8 mai 2024, 382,5 tonnes de fourrage d'orge étaient entrées dans Gaza. Du fourrage a été distribué à au moins 2 600 bénéficiaires à Rafah, chacun d'eux recevant un sac de 50 kg, suffisant pour nourrir cinq moutons pendant cinq jours; près de 2 300 de ces bénéficiaires ont en outre reçu deux sacs supplémentaires lors d'une autre tournée de distribution. Les 117,5 tonnes restantes devraient être distribuées dès que les conditions de sécurité le permettront.

63. La FAO a effectué plusieurs relevés géospatiaux en collaboration avec le Centre satellitaire des Nations Unies (UNOSAT), ainsi qu'avec des institutions palestiniennes (Ministère de l'agriculture et Bureau central palestinien des statistiques), afin d'évaluer les dommages subis par le secteur agricole en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Ces relevés devraient livrer une analyse détaillée des répercussions des restrictions des déplacements et de l'escalade du conflit sur les bénéficiaires de la FAO, notamment les agriculteurs et les éleveurs.

### *C. Appui et activités de la FAO en Ukraine*

64. Depuis 2022, la FAO a fourni une aide à plus de 205 000 familles rurales et plus de 12 000 petits agriculteurs, en se concentrant sur les oblasts les plus touchés d'Ukraine. Parmi ces bénéficiaires, 82 850 familles rurales environ ont reçu des semences de légumes et des plants de pommes de terre, plus de 6 600 ont reçu des semences de blé d'hiver, plus de 46 000 ont reçu des aliments pour animaux, 7 300 ont reçu des poussins d'un jour et de quoi les nourrir, plus de 54 600 familles ont reçu une aide en espèces, et environ 27 500 ont reçu des bons pour réparer les abris destinés au cheptel, acheter des intrants de production agricole ou des kits de santé animale.

65. Plus de 5 500 agriculteurs ont reçu chacun 2 tonnes de semences d'orge de printemps, de blé de printemps, de pois de printemps, de soja ou de blé d'hiver pour ensemer 10 hectares de terres. Plus de 4 600 agriculteurs ont reçu des semences de tournesol ou de maïs permettant d'ensemencer 25 à 30 hectares de terres. Plus de 1 800 agriculteurs ont reçu des manchons à grains ou des unités de stockage modulaires. Des générateurs d'électricité ont été fournis à environ 90 entreprises de transformation agroalimentaire pour répondre aux besoins en énergie des zones proches de la ligne de front, où l'approvisionnement électrique a été mis à mal. Plus de 40 petits producteurs de l'ouest de l'Ukraine ont reçu des subventions de contrepartie pour les aider à poursuivre leur production, rendre leurs opérations plus efficaces et plus rentables et, au bout du compte, renforcer les chaînes de valeur et d'approvisionnement nationales.

66. La remise en état des terres arables contaminées par les mines et les munitions non explosées est un volet crucial du relèvement économique de l'Ukraine. La FAO s'est associée au Programme alimentaire mondial (PAM), à la Fondation suisse de déminage et au Mines Advisory Group pour aider le gouvernement à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé de rétablir l'exploitabilité économique de 305 000 hectares d'ici à la fin de 2024.

67. La FAO a mené plusieurs études pour comprendre l'impact de la guerre sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Entre la fin de 2022 et le début de 2024, elle a effectué une série d'études pour évaluer l'impact de la guerre sur la production et les moyens d'existence agricoles, tant au niveau des ménages que des producteurs. Ces évaluations comprenaient des analyses sectorielles des dommages et des pertes causés au secteur agricole. Par ailleurs, la FAO a activement participé à divers processus analytiques multipartites dans le pays, notamment aux évaluations rapides des dommages et des besoins, aux évaluations des besoins après des catastrophes et aux évaluations des répercussions du conflit sur la situation humanitaire.